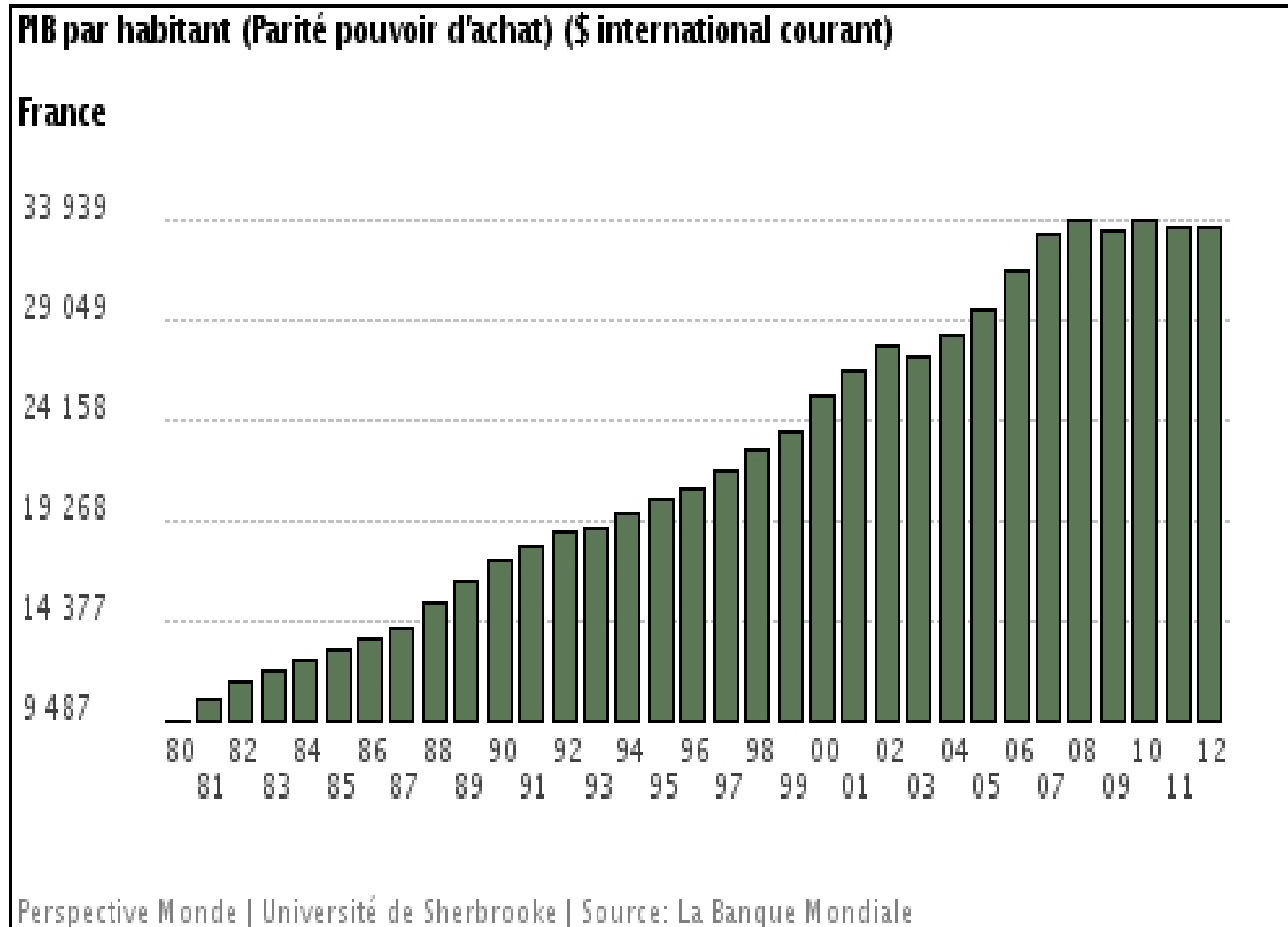
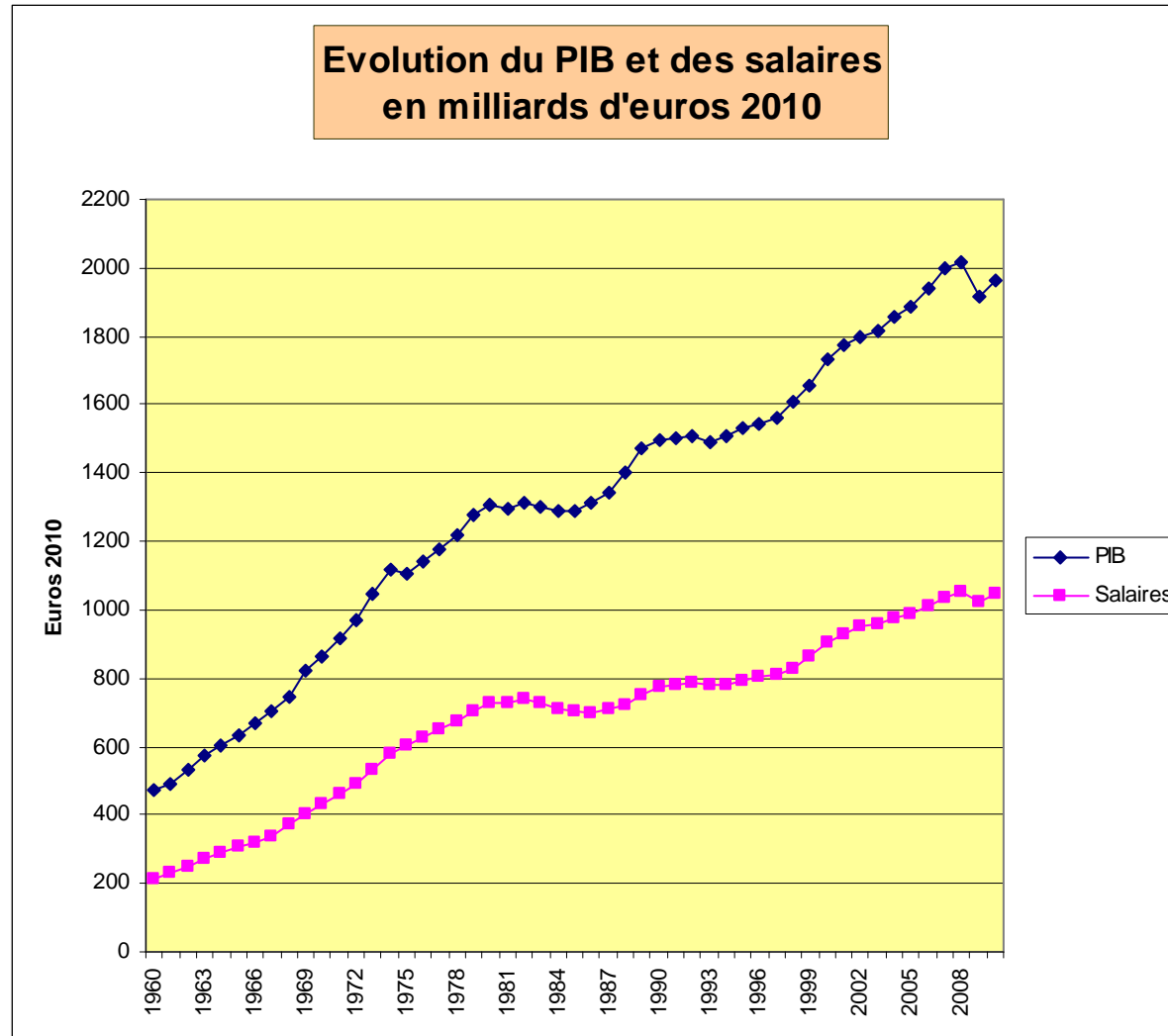


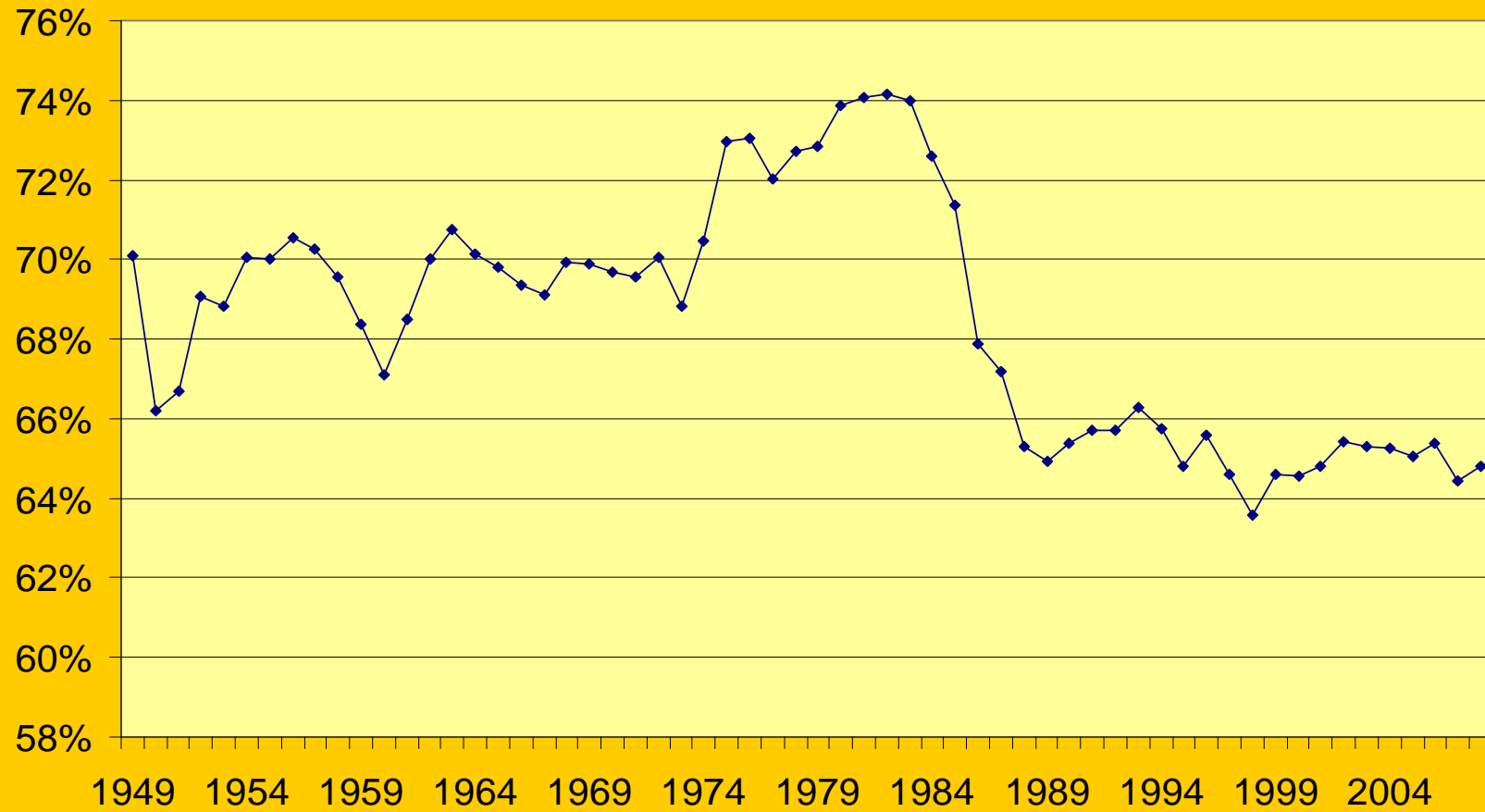
La France n'a jamais produit autant de richesses qu'aujourd'hui



Les riches accaparent l'essentiel des gains de productivité

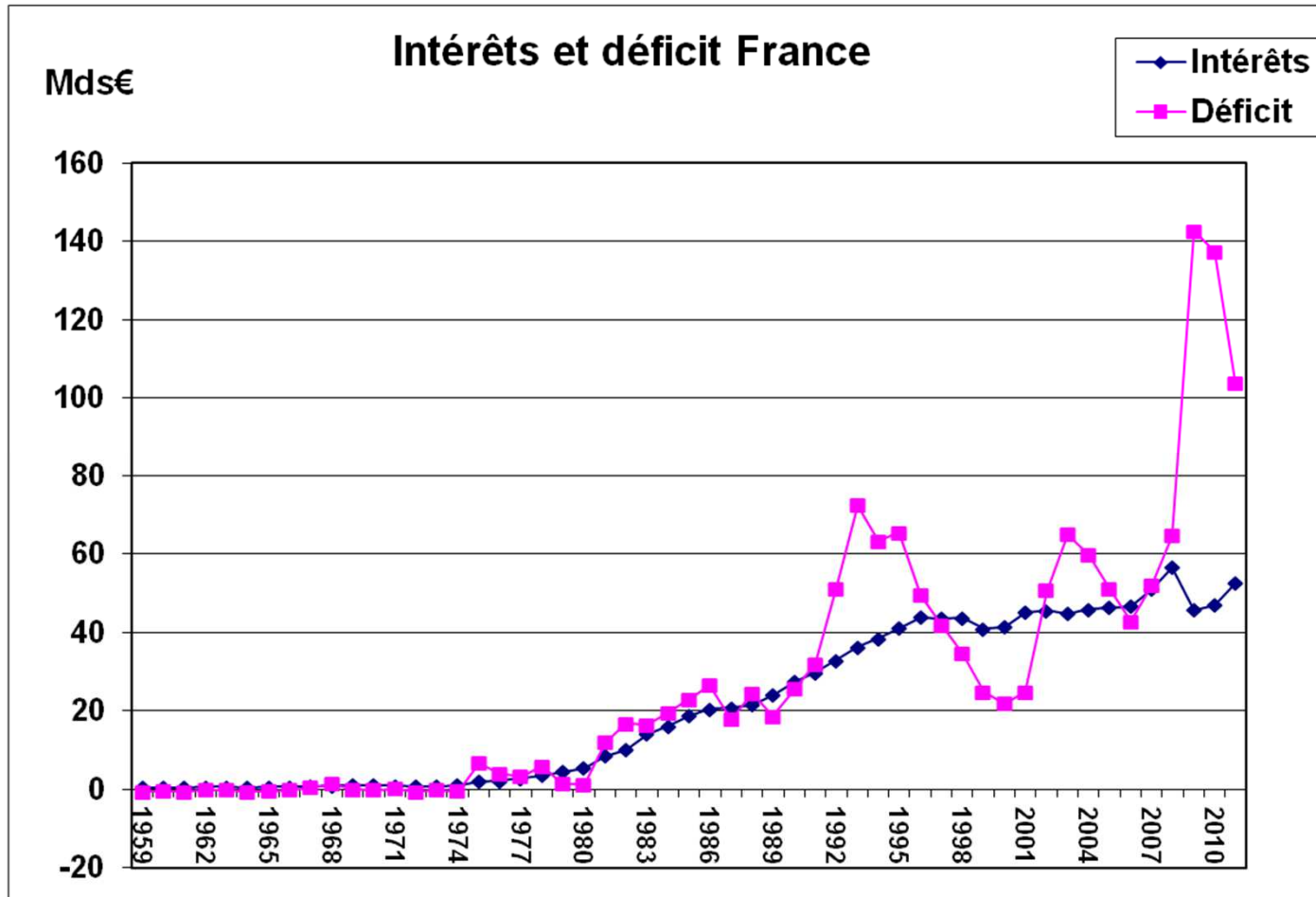


Rapport entre la masse salariale et la valeur ajoutée(SNF)



Intérêts de la dette et déficit France

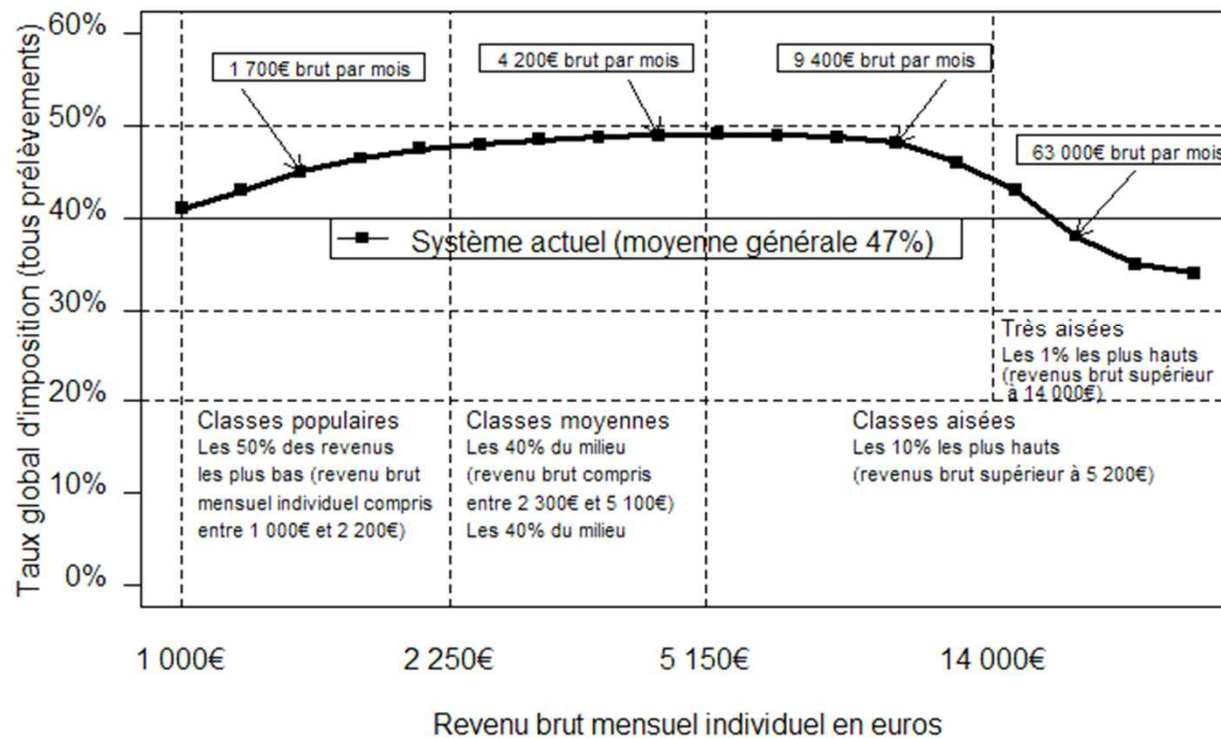
Cumul des intérêts de 1974 à 2010 = 1070Mds€



Cadeaux fiscaux résultat du système fiscal....

TAUX GLOBAL D'IMPOSITION (tous prélèvements) EN FONCTION DES REVENUS supérieurs à 1 000€.
(Impôt sur le revenu, CSG, TVA, cotisations sociales, taxes foncières, etc,...)

Un système fiscal faiblement progressif...ou franchement régressif ?



Lecture du tableau (source : La révolution fiscale, Landais, Piketty, Saez) :

une personne ayant un revenu de 1 700€ brut par mois est prélevée en moyenne de 45% de ce revenu.

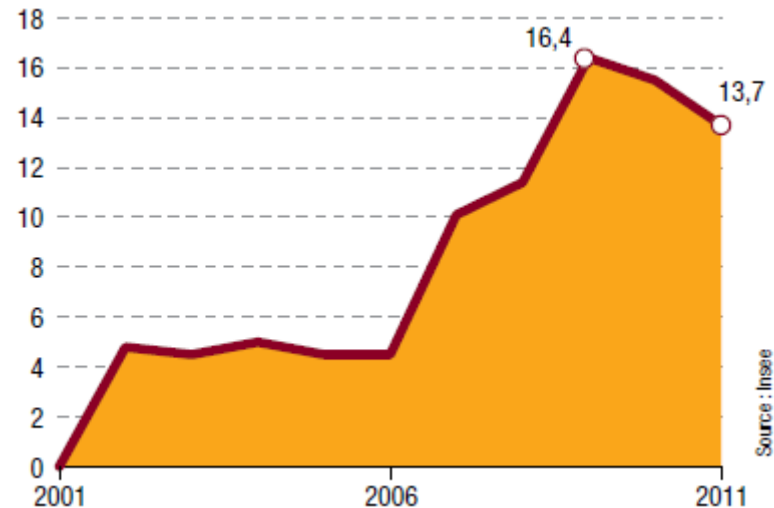
une personne ayant un revenu de 63 000€ brut par mois est prélevée en moyenne de 38% de ce revenu.

Les taux d'imposition moyen croissent légèrement avec les revenus pour 95% de la population et décroissent rapidement pour le 5% les plus riches !!

Les entreprises ne sont pas en reste!!! Cadeaux fiscaux aux entreprises.....

Entreprises	Taux moyen d'imposition
Moins de 9 salariés	30 %
Moins de 500	20 %
Moins de 2000	13 %
Entreprises du CAC 40	8 %

Cadeaux fiscaux résultant de décisions politiques prises depuis 2001 :
Rentrées fiscales supplémentaires de l'impôt sur le revenu, de l'ISF et des droits de mutations si le taux de prélèvements sur les revenus primaires était resté le même qu'en 2001 (Source : Alternatives Economiques février 2013)



Exemple : Par décisions politiques, l'Etat s'est privé en 2009 de 16,4Mds€
....et cela s'ajoute aux niches fiscales contestables!!!

Autre exemple de perte de recettes de l'Etat : les niches fiscales

Pub lue sur Internet : "Vous payez plus de 7 000 € d'impôt par an ?
La loi Girardin Industriel 2012 est faite pour vous! »

Un exemple :

Vous aviez 10 000 € d'impôt à payer.

Vous placez 8 000 € dans une société qui achètera du matériel d'un montant de 20 000€
pour un entrepreneur établi Outremer.

Vous bénéficiez alors d'une réduction d'impôt de 10 000 €.

Qui gagne ?

Vous-même car au lieu de verser 10 000 € d'impôt à l'Etat, vous payez $10\,000\text{ €} - 10\,000\text{ €} = 0\text{ €}$!!!

Puisque votre mise de fonds est de 8 000 €, votre bonus est de 2 000 € !!! Rendement 25% !!!

Vous faites partie du petit groupe des privilégiés fiscaux. D'après le rapport public annuel 2012 de la Cour des Comptes (Tome 1, page 84) , 10 689 foyers fiscaux appartenant à la tranche des 1% des plus hauts revenus imposables ont bénéficié de 93,20 % de la "niche Girardin Industriel" en 2009.

Qui perd ?

L'Etat, qui voit lui échapper une recette fiscale de 10 000 € !!!

LA LOI GIRARDIN 2012

Jusqu'à 38% et 216 000 € de réduction d'impôt
(dans la limite du plafonnement des niches fiscales 2012)

[Extrait de nos programmes](#)



La Défisicalisation Girardin est la seule qui ne soit fonction de la surface du logement acheté (les autres sont fonction du prix de revient).

La loi Girardin 2012 permet les plus importantes réductions d'impôt de toutes les lois de défiscalisation avec réduction d'impôt.

La loi Girardin 2012 est l'un des deux systèmes avec l'investissement en [Monuments Historiques](#), qui offre aux investisseurs immobiliers les plus grand avantages fiscaux de tous les dispositifs existants.

La Loi Girardin 2012 c'est une très forte Réduction d'impôt de 31 % à 38% pour les investisseurs Girardin 2012.

Niches fiscales (en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013
Niches fiscales classées	73	65	66	71
Niches déclassées	62	67	70	nc

Niches déclassées, explication : Extrait du rapport de la cour des comptes 2012

Interrogée par la Cour sur les raisons pour lesquelles telle ou telle mesure figurait ou non sur cette liste, l'administration fiscale avait apporté des réponses qui manquaient de cohérence

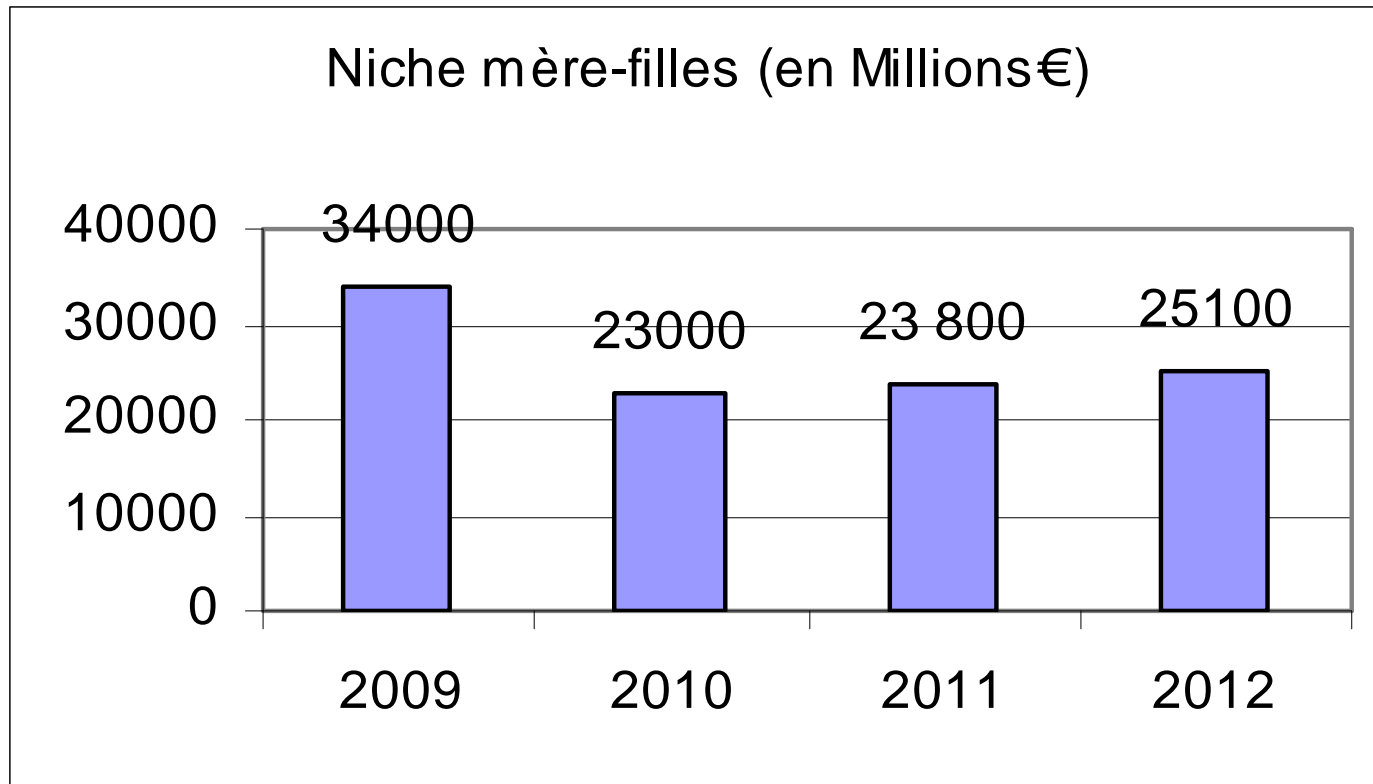
L'enjeu budgétaire est important car **de nombreuses mesures ont été retirées de la liste depuis 2005, alors même qu'elles existent toujours et que leur coût s'élevait à 62 Md€ en 2010**

Toutes les mesures retirées de la liste ne doivent pas nécessairement être considérées comme des dépenses fiscales. **En sens inverse, ce montant de 62 Md€ n'intègre pas le coût des mesures dérogatoires qui n'ont jamais figuré sur la liste des dépenses fiscales ou qui en ont été retirées avant 2005.** Il ne doit donc pas être ajouté sans précaution au **coût de 73 Md€ figurant en annexe du projet de loi de finances**. Il atteste seulement que l'enjeu financier de la définition des dépenses fiscales est considérable.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/124000069/0000.pdf>

www.ccomptes.fr

Un exemple de l'importance des niches fiscales déclassées : Evolution de la niche mère-filles



Avec cette niche, les multinationales situent leurs filiales dans des pays à faible fiscalité et déclarent les bénéfices dans ces filiales.

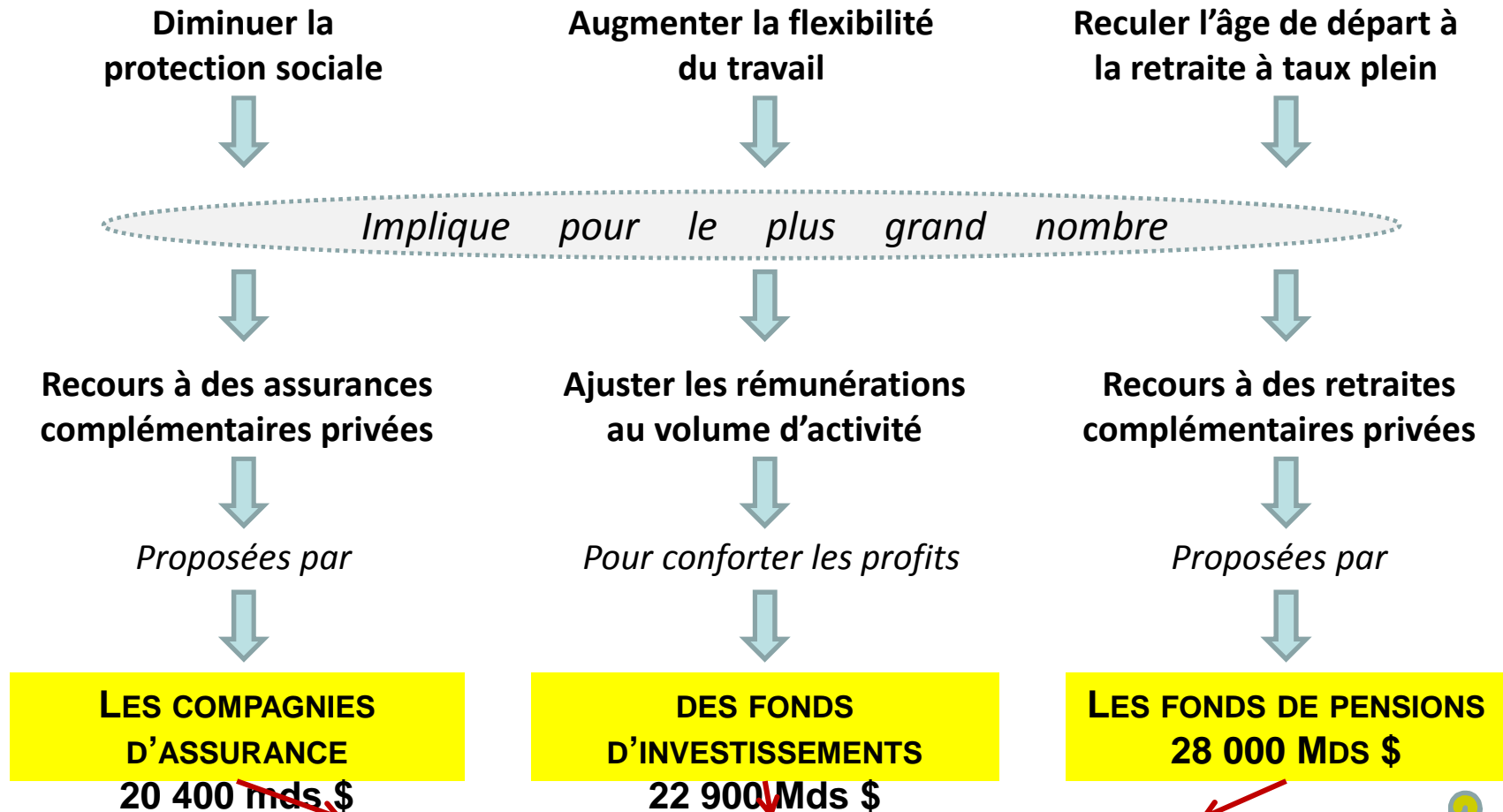
Evaluation des recettes dont l'Etat se prive volontairement. Exemple : année 2010

- Niches fiscales (classées et déclassées) = 135Mds€ (source : Projet de loi de finance 2010)
- Exonérations des charges sociales patronales = 30Mds€ (source L'Express 10/11/2011)
- Cadeaux fiscaux suite mesures prises depuis 2001 = 16Mds€ (source INSEE et Alter Eco février 2013)
- Fraude fiscale = 70Mds€ (par interpolation) (source Syndicat Solidaires Finances Publiques 22/01/2013)
- Intérêts de la dette (qui auraient pu ne pas être payés si l'Etat avait emprunté au taux 0% à la Banque Centrale) = 47Mds€ (source INSEE fichier 3.201 voir site)
- TOTAL = au minimum 298Mds€ car il manque l'évaluation des pertes dues au mécanisme des prix de transferts via les paradis fiscaux + le prix de l'évasion fiscale+.....

Tout un système est mis en place

- Moins de prélèvements pour les riches + fraude+ évasion fiscale+ paiement des intérêts de la dette = moins de recettes pour l'Etat = plus de déficit pour l'Etat
- Moins de prélèvements pour les riches = plus de possibilités pour eux d'investir dans les marchés (banques, assurances, fonds d'investissement, fonds de pensions,,.....)
- L'Etat, ne pouvant emprunter directement à taux 0% aux banques centrales pour combler le déficit, fait appel aux marchés qui prêtent avec intérêts
- Les riches passent une 2ème fois à la caisse en empochant ces intérêts.
- Les marchés imposent leurs conditions : des « réformes structurelles »

« RASSURER LES MARCHÉS » nécessite des « réformes structurelles » :



Qui sont les 3 principaux acteurs de la finance mondiale

Les conséquences de ce système de prédation

- Les particuliers aussi sont poussés à vivre à crédit par la pression exercée sur les salaires et les retraites
- Les moindres rentrées de l'Etat ont des conséquences sur la diminution de son rôle pour stimuler l'économie et la croissance
- Les acquis sociaux sont de plus en plus menacés suite au chantage des « marchés »
- Les inégalités explosent

Les revendications de Solidaires pour retrouver des marges de manœuvre afin

d'obtenir de nouvelles conquêtes sociales et éviter le recul actuel

- Obtenir des représentants élus qu'ils remettent en cause une partie des niches, exonérations et cadeaux fiscaux aux riches et aux grosses entreprises
- Obtenir du gouvernement que l'Etat puisse emprunter directement à la Banque Centrale et non plus aux banques et aux marchés
- Mettre en place une révolution fiscale taxant le capital autant que le travail et mettant en œuvre une fiscalité réellement progressive et qui relève fortement le taux maximal de l'impôt
- Nationalisation des banques
- Embauche de fonctionnaires du contrôle fiscal (un fonctionnaire du contrôle fiscal rapporte tous les ans 2,6 millions d'euros de redressement)
- Taxation de toutes les transactions financières

Quelques sites :

Les niches fiscales.....

<http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/farandole/2013/pap/pdf/VMT2-2013.pdf>

<http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/farandole/2012/pap/pdf/VMT2-2012.pdf>

<http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/farandole/2011/pap/pdf/VMT2-2011.pdf>

Evasion fiscale....

<http://www.senat.fr/rap/r11-673-1/r11-673-1.html>

Paradis fiscaux....

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i1902.asp>

Déficits et intérêts.....

http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/tableau.asp?sous_theme=3.2&xml=t_3201

Bilan fiscal du syndicat Solidaires Finances Publiques

http://www.snui.fr/gen/cp/dp/dp2012/120321_Bilan_fiscal_quinquennat.pdf